



PAIX ET SECURITE

Fiche technique thématique

LE SENEGAL A BESOIN DE RENFORCER LA SECURITE ET LA PAIX

L'expérience des décennies passées a montré que les sociétés qui maîtrisent la sécurité et la paix offrent de meilleures perspectives pour un développement économique durable que les systèmes fermés empêtrés dans des conflits. En garantissant le fonctionnement normal des institutions publiques, privées ainsi que l'existence d'une société civile libre, elles demeurent indispensables pour la participation, l'appropriation et l'internalisation ainsi que la reddition des politiques publiques.

A ce titre, le Sénégal reconnaît que les principes et directives pour un développement soutenu doivent passer la relation entre la paix et la sécurité. Elles constituent un grand secours à la transition vers un développement soutenu, élargi et équitable.

Pays démocratique et relativement stable, le Sénégal est néanmoins de plus en plus confronté à des menaces internes et externes qui pourraient remettre en cause cette stabilité. En dehors du nombre de plus en plus important de jeunes sénégalais aux horizons professionnels limités, une urbanisation croissante, l'accès limité aux services et le déficit d'investissements dans le secteur privé qui est essentiel pour la création d'emplois, le conflit prolongé de la Casamance et la situation à sa frontière Est, figurent parmi ces menaces. En raison de ces pressions le maintien de la stabilité devient la préoccupation majeure du pays et requiert une attention et un suivi actifs.

A TRAVERS UNE NECESSAIRE AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE DU SENEGAL

En faisant revenir la paix en Casamance

Depuis plus de trois décennies, le Sénégal vit dans sa partie sud un conflit aux conséquences désastreuses pour la cohésion nationale, plus particulièrement pour l'économie nationale en général et celle de la région naturelle de la Casamance en particulier. Le dernier cessez-le feu a été signé le 30 décembre 2004. Bien que la paix fasse



l'objet d'un soutien fort de la part de la majorité de la population, des factions de l'aile militaire du groupe rebelle continuent de mener une forte résistance et beaucoup d'intérêts bien établis des deux côtés du conflit subsistent encore. L'un des problèmes majeurs réside dans le manque d'interlocuteurs constants du côté de la rébellion avec qui négocier si le Gouvernement du Sénégal va mener des négociations.

En dépit de la recrudescence, depuis 2006, des actions des combattants sur le terrain avec l'utilisation d'un armement de plus en plus sophistiqué au cours des trois dernières années, le Gouvernement du Sénégal, actuel, continue de travailler pour promouvoir la Paix en Casamance en cherchant à renforcer la communication avec les rebelles. Beaucoup d'actions visant à promouvoir la paix sont entreprises par le biais d'intermédiations de chefs religieux ou traditionnels et de la société civile. Elles cherchent à favoriser le dialogue entre les parties en conflit et de relayer la parole des populations pour la prise en compte de leurs besoins dans tout accord de paix. Il s'agit pour l'Etat de définir, dans le cadre de la gestion du processus de paix, une stratégie visible articulée autour d'un mandat clair à l'endroit des différents intervenants impliqués dans le processus.

En entamant des actions préventives

La porosité des frontières, le développement des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications favorise de nouvelles formes d'insécurité. Si la situation sécuritaire du Sénégal n'est pas encore préoccupante les crises dans certains pays limitrophes, la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) s'est accentuée dans la sous-région, notamment depuis les événements survenus dans les pays arabes en 2011.

La population sénégalaise est composée en majorité de musulmans. Elle pratique une forme d'Islam tolérant et pacifique. Parallèlement au système éducatif moderne, des écoles coraniques traditionnelles « Daaras » sont fréquentées par des enfants qui constituent une part importante de la population vulnérable. Pour palier aux conséquences négatives de cette vulnérabilité, l'Etat compte mener des actions d'accompagnement et de modernisation, sans remettre en cause l'importance accordée à l'apprentissage du Coran.

En outre, les Forces Armées nationales se sont évertués à assurer leur mission régaliennne de protection des populations et de leurs biens, tout en sauvegardant la libre circulation des personnes et des biens mais aussi en garantissant la poursuite des activités de développement économique et social. Le Gouvernement s'est engagé à renforcer les moyens des Forces Armées pour accroître leur mobilité, les infrastructures et les équipements nécessaires à la sécurisation des populations locales et des projets de développement mis en œuvre dans cette région. Elles articuleront également leurs actions en adaptant leurs postures et leurs moyens de lutte contre le terrorisme transnational en développant la coopération militaire et sécuritaire avec les pays de la sous région. Par ailleurs, la coopération bilatérale et multilatérale demeure essentielle face aux menaces d'ordre sécuritaire pouvant ralentir les efforts de développement économique et social du pays et de la sous-région. Il est souhaité la création d'un centre d'intelligence au service de l'Afrique de l'ouest en relation avec les pays de la sous-région, dont l'objectif est de collecter, traiter, produire, centraliser et partager avec ces pays toutes les informations d'ordre sécuritaire.



PAR LA CONSOLIDATION ET LE RENFORCEMENT DE L'AUTORITE DE L'ETAT

Avec une cohésion sociale à raffermir

La recherche effrénée d'un renforcement de la cohésion sociale occupe une place importante dans la stratégie nationale de développement économique et sociale. Elle est définie comme l'ensemble des processus et mécanismes qui contribuent à l'équilibre d'une société et permettant aux individus, dotés de talents divers, de chances sociales différentes et mus par des passions et des intérêts contradictoires, de construire une société et de vivre une vie collective.

Le Sénégal fait face à une croissance démographique galopante dominée par des jeunes et à une migration constante des populations rurales vers les zones urbaines. La situation de précarité se développe de plus en plus en raison d'une économie insuffisamment dynamique pour absorber le nombre croissant de jeunes actifs en milieux périurbain et rural. L'évolution démographique en déphasage avec le rythme de la croissance économique a entraîné un relâchement des liens communautaires. L'individualisme s'est substitué à la solidarité et les liens familiaux se sont distendus. Le nombre de plus en plus important de jeunes sénégalais aux horizons professionnels limités, l'urbanisation croissante, l'accès limité aux services sociaux et le déficit d'investissements dans le secteur privé qui est essentiel pour la création d'emplois figurent parmi les sources de distanciation sociales.

La dégradation du climat social est encore accentuée par les canaux de communication audiovisuelle, la presse écrite et la cybernétique à travers leurs productions et publications. L'Etat, en tant que somme des individus qui décident d'agir collectivement, fait de la lutte contre l'impunité son credo afin de redonner confiance aux populations. Ce qui fait qu'en plus des politiques sociales initiées pour apporter des solutions aux difficultés provenant de la marginalisation et l'exclusion sociale, l'Etat se dote de moyens pour pouvoir faire face à la montée de l'insécurité urbaine, suburbaine et rurale ainsi que la lutte contre la drogue.

De nouvelles dispositions sont prises par les autorités en termes d'augmentation d'effectifs, d'équipement, de constructions de nouvelles structures, d'installation de vidéo surveillance, de formation pour permettre aux populations de vivre davantage dans la quiétude et la paix pour l'épanouissement des talents.

La législation foncière est en train d'être revue

La problématique de la gestion de la propriété foncière demeure une cause déterminante de conflits inter et intra-communautaires, particulièrement dans les zones agro-pastorales. Des litiges entre agriculteurs et éleveurs restent des sources de tension dont les origines se trouvent dans la pression aux terres agricoles et pastorales.

En outre, la cession d'actifs agricoles tels que la terre sont, aujourd'hui des sources de conflits au niveau des terroirs. La crise financière a accru la valeur refuge des actifs agricoles



et encouragé l'investissement foncier. Élément catalyseur, la crise alimentaire de 2008 a poussé certains pays à limiter leurs exportations de denrées, et incité ceux qui manquent de terres agricoles à produire à l'étranger au lieu d'importer des récoltes. Qu'elles fassent intervenir des fonds souverains, des entreprises d'État ou des industriels privés, ces stratégies d'acquisition sont désormais rigoureusement planifiées.

Ces cessions de terre ont suscité de grandes émotions puisque pouvant être à l'origine de violations des droits des populations, de tensions politiques, de dégradation de l'environnement, des pertes économiques pour l'investisseur et le pays en hôte en cas de planification hasardeuse et enfin peut remettre en cause la sécurité alimentaire.

C'est à cet effet que les autorités ont mis en place un comité chargé de réfléchir et de proposer des réformes foncières.

